

ABDEREZZAK MOKRI

«Nous mènerons la campagne de boycott avec le RCD et les autres»

Le président du MSP est encore revenu sur la décision du mouvement de tourner le dos à la présidentielle du 17 avril prochain, promettant, au passage, de donner toute sa signification à ce mot d'ordre de boycott.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - Abderezzak Mokri, qui animait hier une conférence de presse, a sorti la grosse artillerie pour répliquer à tous ceux qui doutaient de la «bonne foi» du mouvement dans cette option qui semble déranger par bien de «cercles» surtout qu'elle vient au lendemain de son adoption par un autre parti de l'autre bord idéologique, le RCD. «C'est une décision prise presque à l'unanimité des membres du conseil consultatif avec l'aval de la base consultée à travers un sondage», soutient-il, mentionnant au passage, que c'est là une décision autonome prise loin de toute autre considération.

Dont la «candidature ou pas du président de la République pour une quatrième mandature», révélant l'échec de l'initiative politique lancée par le mouvement, le pacte de la réforme politique, surtout en ce qui concerne le projet longtemps défen-

du par le MSP, soit un «candidat consensuel de l'opposition».

Une réforme politique dont «l'absence de toute réelle chance de concrétisation» à l'occasion de la prochaine présidentielle «monopolisée» par le pouvoir qui «néglige et ignore les revendications de la classe politique, a grandement motivé l'option du boycott», soutient Mokri qui dit craindre pour le pays dont la situation actuelle déjà grave «risque d'empirer après cette présidentielle», soutenant que c'est le «système qui constitue la vraie menace pour la stabilité du pays».

Le président du MSP n'a pas manqué de répliquer à ceux qui ont cru déceler en cette option une quelconque faiblesse ou autre peur de se faire ramasser à la petite cuillère. «Que le pouvoir remette aux partis et aux candidats le fichier électoral national et on verra qui est petit et qui est grand», affirme le



Abderezak Mokri.

président du MSP, qui a tenu à faire remarquer que bien avant l'adoption du mot d'ordre de boycott, le mouvement était prêt à la bataille électorale avec toute l'expérience acquise au gré des précédentes consultations électorales dont le mouvement n'a manqué aucune. Mokri, pour qui

ce mot d'ordre de boycott n'est pas une fin en soi, promet de lui conférer toute sa signification et sa portée politique sur le terrain. Ceci via une campagne y afférente que le mouvement compte mener de concert avec les autres partis et personnalités avec lesquels le contact et la

concertation vont se poursuivre. «Nous mènerons campagne avec le RCD et les autres partis», soutient-il, à ce propos. Un parti, le RCD, avec lequel le président du MSP dit n'avoir pas eu d'«entente préalable» au sujet du boycott, mettant cette «coïncidence» sur le partage par les deux partis du «constat». Excluant toute éventualité de remise en cause de ce mot d'ordre de boycott, le président du MSP a exclu la possibilité de voir le président de la République renoncer à se présenter à sa propre succession, tant, selon lui, tout plaide pour la continuité avec un changement de gouvernement, un Premier ministre qui mène campagne électorale depuis des mois, refus de prendre en considération des sollicitations de l'opposition... «Ce sera la fête d'un camp, celui du système», affirme Mokri qui a fait part du refus des partis de ce même pouvoir et de ceux qui lui sont périphériques et même du FFS de souscrire à la démarche du MSP portant pacte des réformes politiques.

M. K.

TAYEB BELAÏZ RÉITÈRE LE DROIT À SE PORTER CANDIDAT

«72 postulants ont retiré les formulaires de souscription»

Le ministre de l'Intérieur a indiqué, hier à l'APN, que 72 postulants à la candidature à la présidentielle du 17 avril ont déjà retiré les formulaires de signature.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'élection présidentielle provoque un véritable engouement. Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a annoncé, hier, que 72 postulants à la candidature à cette échéance

électorale avaient retiré les formulaires de souscription individuelle. «72 personnes ont retiré jusqu'à présent les formulaires de signature», a indiqué Tayeb Belaïz en marge d'une séance plénière de l'Assemblée consacrée aux questions orales aux membres du gouvernement.

Interrogé par les journalistes sur l'éventualité d'un amendement de la loi afin d'éviter les «candidatures farfelues», le ministre a réitéré le droit de tout citoyen de se porter candidat.

«La loi dit que tout Algérien et toute Algérienne a le droit de se porter candidat aux assemblées élues. On ne peut pas empêcher un citoyen de se présenter face au peuple. Le fait de retirer les formulaires de souscription de signature individuelle ne signifie pas que l'on est candidat. Il n'est considéré comme tel qu'une fois que le Conseil constitutionnel aura statué sur la validité de son dossier de candidature», a-t-il souligné. Le ministre a également estimé que la déci-

sion prise par certains partis politiques de boycotter l'élection présidentielle du 17 avril est une décision «interne». «Je suis démocrate, chaque parti politique a le droit de prendre la décision qu'il souhaite. C'est une question interne aux partis qui sont libres de participer ou non», a-t-il dit. Le ministre n'a cependant pas précisé si ces formations auraient la possibilité de tenir des activités pour mener une campagne active pour le boycott.

T. H.

IMPLICATION DE TROIS POLICIERS DANS LES ÉVÈNEMENTS DE GHARDAÏA

Belaïz en décalage

Le ministre de l'Intérieur a étonné hier, à l'APN, en déclarant à la presse qui l'invitait à s'exprimer sur les événements de Ghardaïa, qu'il attendait les résultats de l'enquête ouverte par la DGSN sur les accusations portées contre la police. Tayeb Belaïz ne savait pas que trois fonctionnaires de police avaient déjà été suspendus et traduits devant la justice.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Décidément, le ministre de l'Intérieur, Tayeb Belaïz, est en décalage par rapport à la Direction générale de la Sûreté nationale, qui est pourtant sous l'autorité de son département. En marge de son passage à l'APN, hier, pour l'exercice des questions orales, le ministre a visiblement

été pris de court. Relancé par la presse au sujet des trois policiers suspendus et traduits devant la justice, suivant le communiqué rendu public dimanche par la DGSN, Tayeb Belaïz s'est adonné à un large discours, plutôt rassurant sur la «sagesse», le «bon sens», et surtout le «retour au calme» à Ghardaïa, et ce, avant

d'enchaîner : «A Ghardaïa, depuis deux jours, on fait état de certains dépassements. Ce sont des dépassements isolés provoqués par des policiers. Nous avons ouvert des enquêtes au sujet de ces accusations et si elles se confirment, il sera nécessaire de prendre des mesures administratives. Et si elles constituent des crimes, ces policiers seront déférés devant la justice.» En clair, ces propos affirment que le ministre n'a pas eu connaissance des résultats d'une enquête déjà close et rendue publique. Tel que révélé dans l'édition du 27

janvier 2013, du *Soir d'Algérie*, il s'agit, en effet, d'un inspecteur de police et de deux autres plus gradés. Même si le communiqué de la DGSN ne précisait pas le grade de ses fonctionnaires incriminés, il a été largement relayé par la presse pour que Tayeb Belaïz ne puisse pas le savoir. A plus forte raison que les services du général major Abdelghani Hamel ne pouvaient prendre une telle décision ou du moins la rendre publique avant d'informer la tutelle, en l'occurrence le ministère de l'Intérieur. Tayeb Belaïz semble ainsi plus occupé à mener cam-



Tayeb Belaïz, ministre de l'Intérieur.

Photo : DR

ILS L'ONT ATTEINT D'UN COUP DE MANIVELLE SUR LE CRÂNE

Les deux présumés assassins d'un Mozabite sous mandat de dépôt

La brigade criminelle de la police judiciaire de Ghardaïa a mis la main, hier, sur deux présumés assassins d'un Mozabite. Les résultats de l'enquête policière attestent qu'il a été atteint d'un coup de manivelle sur le crâne.

Dans un communiqué rendu public hier, la direction de la communication de la DGSN fait savoir que l'enquête ouverte par la bri-

gade criminelle de la police judiciaire de Ghardaïa, juste après l'assassinat de Hadj Saïd Khaled, 36 ans, et père de deux enfants, a

abouti à l'arrestation de deux présumés coupables, âgés de 24 et 38 ans. Les enquêteurs qui ont pu récupérer l'objet du crime, une manivelle selon une source proche de l'enquête, ont remonté la source grâce aux empreintes.

Pour rappel, la victime avait été grièvement blessée le

dimanche 19 janvier dans des affrontements opposant Mozabites et Chaâmbis.

Après cinq jours de coma, Hadj Saïd Khaled a rendu l'âme et des accusations ont été portées quant à l'implication de certains policiers dans son assassinat. Le communiqué de la DGSN se veut,

ainsi, un démenti à ce qu'elle considère «des accusations non fondées».

Contactée, la famille de la victime se dit un tant soit peu soulagée, puisqu'il n'a pas été encore remonté jusqu'à la source qui alimente les tensions à Ghardaïa.

M. M.